



Mapping de l'engagement de la diaspora COMORES

Faits et chiffres

Terminologie : Les Comores appellent leur diaspora "Comoriens à l'Étranger", bien que le terme diaspora soit également utilisé dans certains documents.

Droits civiques et politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger³



Transferts



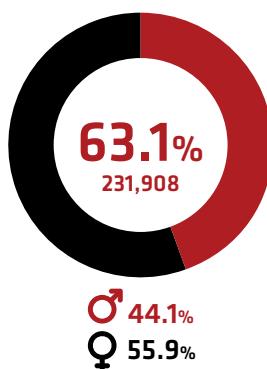
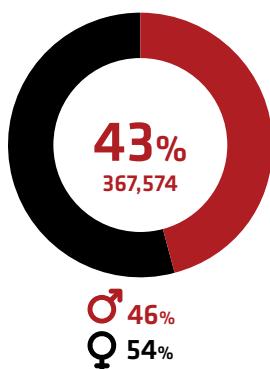
% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : 20.78%
Transferts de fonds (en millions de dollars US) : 305.58

Émigration²

% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



Avertissement

Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'[UNDESA](#) (2024) et les envois de fonds de la [Banque mondiale](#) (2023).

Principaux pays de destination



France	231,788
Mayotte	111,502
Madagascar	13,199
Libye	4,846
Réunion	2,360

¹ Code de la Nationalité Comorienne, 1979 ; pour une discussion des complexités de la législation comorienne sur la nationalité, voir : <http://www.comores-infos.net/le-droit-de-la-nationalite-aux-comores/>. Depuis 2008, les Comores autorisent exceptionnellement la double nationalité pour les demandes de nationalité dite "économique" des ressortissants étrangers. C'est un point de tension avec la diaspora, car la double nationalité n'est pas autorisée.

² Source : D'après les statistiques de l'UNDESA sur les stocks de migrants. Cela représente probablement une sous-estimation importante, étant donné le nombre de Comoriens de la diaspora ayant d'autres nationalités. L'organisation française FORIM a estimé que la diaspora comorienne en France comprendrait entre 150 000 et 300 000 personnes (en 2014), voir : <https://www.forim.net/sites/default/files/Etude%20sur%20la%20diaspora%20des%20Comores%20en%20France%20par%20CAGF-FORIM.pdf>

³ Article 13 du code électoral mars 2023: « Il est créé au niveau de chaque représentation diplomatique ou consulaire une liste électorale correspondant à un ou plusieurs bureaux de vote ».

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2011** **Décentralisation pour renforcer la démocratie participative et contribuer au développement local**
L'Union des Comores a adopté une série de lois en 2011 pour permettre une décentralisation plus ample dans le but de renforcer la démocratie participative et les contributions au développement local, y compris par la diaspora.⁴ Ces lois ont permis aux autorités locales des Comores de disposer d'une plus grande autonomie pour établir des projets de co-développement avec les autorités locales d'autres pays. La plupart de ces partenariats ont été établis avec des autorités locales en France.⁵ Bien que ces lois ne fassent pas explicitement référence à la diaspora, elles ont permis une plus grande participation de la diaspora aux activités de co-développement aux Comores.
- 2018** **▼**
2021 **La stratégie pour une croissance accélérée et un développement durable (SCA2D)⁶** contient l'objectif stratégique 6 qui vise à promouvoir le commerce et les services à haute valeur ajoutée (tels que le droit ou les finances) et à créer des emplois décents, notamment dans les TIC. L'un des résultats attendus de cet objectif stratégique est l'optimisation des transferts de la diaspora. Il définit également la coopération décentralisée avec la diaspora comme un moyen de stimuler les économies locales, en s'appuyant sur les changements juridiques mentionnés ci-dessus.⁷ Ce document reconnaît également que l'absence d'une politique des diasporas et de données précises sur la localisation et la composition de la diaspora constitue un obstacle à l'augmentation des flux de transferts de fonds et des investissements des diasporas.⁸
Le SCA2D envisage également la création d'un fonds d'investissement pour la diaspora comorienne, afin d'augmenter la productivité de leurs contributions financières et de les "canaliser vers des projets productifs", bien qu'il ne fournis aucun détail sur la manière dont cela sera réalisé.⁹
- 2019** **Le Plan Comores 2030 émergent¹⁰** définit et guide les ambitions de développement du pays. Le plan stratégique détaille les idées clés et les projets à grande échelle qui permettront la transformation structurelle de l'économie. Il fait référence à la diaspora et aux transferts de fonds et appelle à les capitaliser.
- 2023** **Le projet de stratégie nationale pour la mobilisation et l'engagement de la diaspora comorienne de 2023¹¹** vise à affiner l'approche d'engagement afin d'impliquer la diaspora comorienne d'une façon inclusive dans le développement du pays. Le projet est actuellement en cours de validation au moment de cette mise à jour.¹²



Tendances

Les Comores ont une diaspora importante rapportée à leur population totale. Pourtant l'engagement de la diaspora n'a pas été une priorité pour le gouvernement jusqu'à une période relativement récente. Cela est dû en partie aux différences politiques existant entre le gouvernement et la diaspora.

4 Loi sur l'organisation territoriale: 11-006/AU du 2 mai 2011 ; Loi sur la décentralisation : 11-005/AU du 7 avril 2011 ; Loi sur l'organisation des communes: 11-007/AU du 9 avril 2011. Disponible sur le lien suivant: <http://ageriuscabinet.com/web/wp-content/uploads/2017/02/lois-sur-la-d%C3%A9centralisation-du-21-juillet-2011.pdf>. Voir aussi: Abdérémane AHMED KOUDRA (2013), Processus de Décentralisation au Comores, disponible sur le lien suivant : https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cifar_processus_de_decentralisation_au_comores_principes_bilan_et_perspectives_2013.pdf

5 <https://km.ambafrance.org/La-cooperation-decentralisee-en>

6 SStratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable 2018-2021, disponible sur le lien suivant : https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwid1MCX9-roAhVTe8AKHakaAU8QFjAAegQI-BRAB&url=https%3A%2F%2Ferc.undp.org%2Fevaluation%2Fmanagementresponses%2Fkeyaction%2Fdocuments%2Fdownload%2F1156&usg=A0Vvaw3lQpkUh1_SJFL0a7isns-G

7 Ibid.

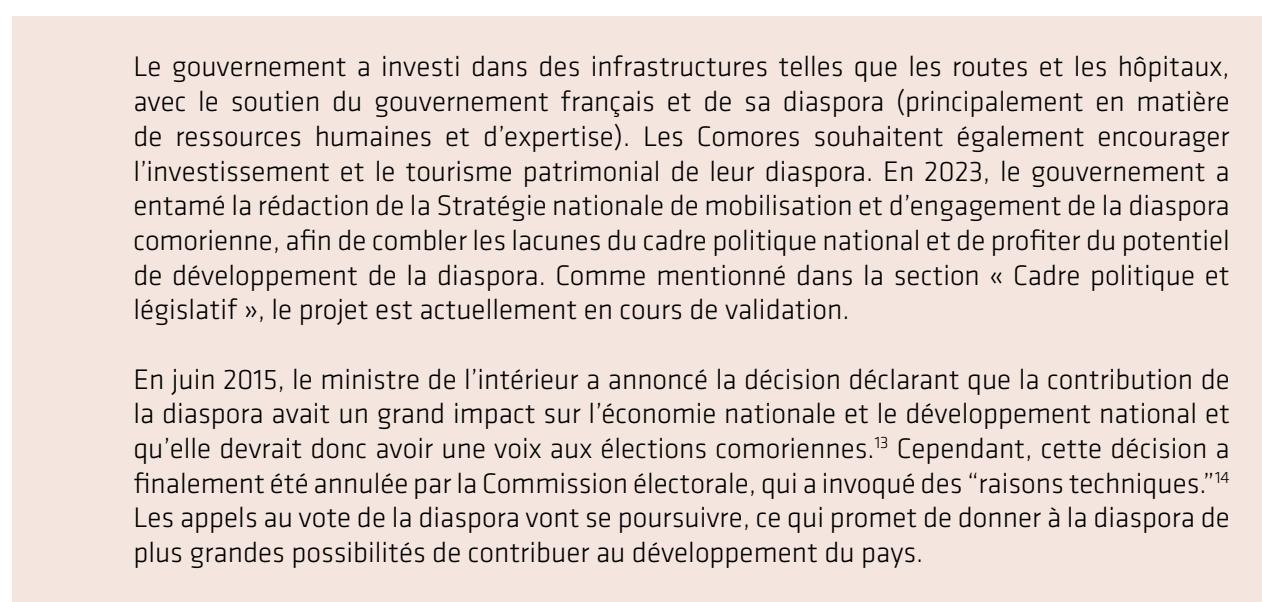
8 Ibid.

9 Ibid.

10 <https://diplomatie-comores.org/index/doc/synthese-du-plan-comores-emergent.pdf>

11 <https://www.habarizacomores.com/2023/11/projet-diaspora-strategie-nationale-de.html>

12 Selon la réunion Réunion bilatérale EUDIF – Comoros Diaspora Affairs, tenue le 6 mars 2025.



Le gouvernement a investi dans des infrastructures telles que les routes et les hôpitaux, avec le soutien du gouvernement français et de sa diaspora (principalement en matière de ressources humaines et d'expertise). Les Comores souhaitent également encourager l'investissement et le tourisme patrimonial de leur diaspora. En 2023, le gouvernement a entamé la rédaction de la Stratégie nationale de mobilisation et d'engagement de la diaspora comorienne, afin de combler les lacunes du cadre politique national et de profiter du potentiel de développement de la diaspora. Comme mentionné dans la section « Cadre politique et législatif », le projet est actuellement en cours de validation.

En juin 2015, le ministre de l'intérieur a annoncé la décision déclarant que la contribution de la diaspora avait un grand impact sur l'économie nationale et le développement national et qu'elle devrait donc avoir une voix aux élections comoriennes.¹³ Cependant, cette décision a finalement été annulée par la Commission électorale, qui a invoqué des "raisons techniques."¹⁴ Les appels au vote de la diaspora vont se poursuivre, ce qui promet de donner à la diaspora de plus grandes possibilités de contribuer au développement du pays.

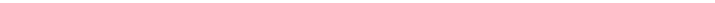
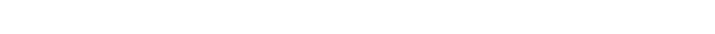
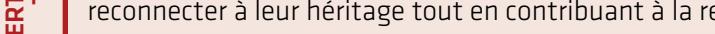
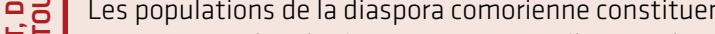
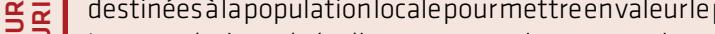
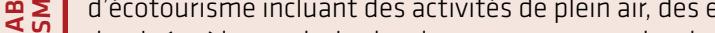
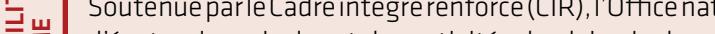
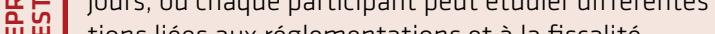
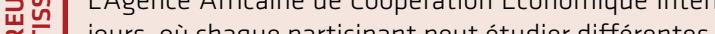
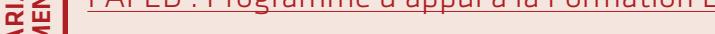
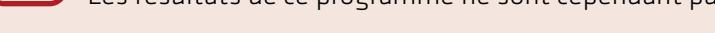
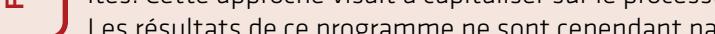
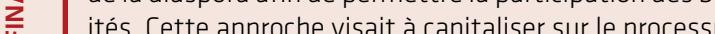
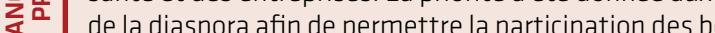
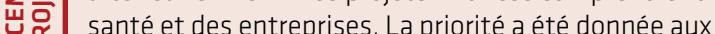
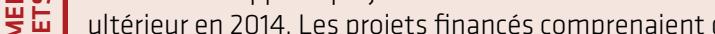
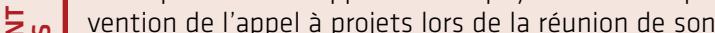
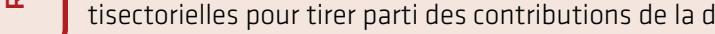
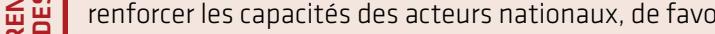
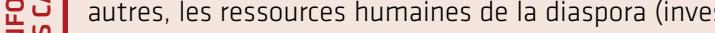
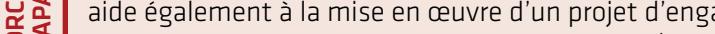
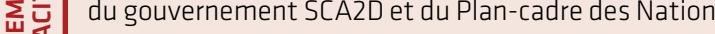
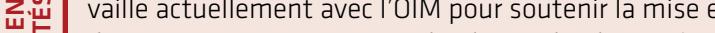
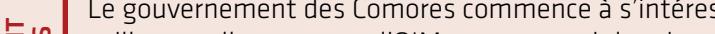
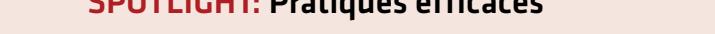
Obstacles



- **Manque d'intérêt et de ressources politiques :** Historiquement, le gouvernement des Comores a toujours manifesté un manque d'intérêt pour sa diaspora, ainsi qu'un manque de ressources allouées à l'engagement de la diaspora, malgré la taille importante de la diaspora par rapport à la population du pays et sa dépendance vis-à-vis des envois de fonds. L'absence d'une politique de la diaspora et de données précises sur la localisation et la composition de sa diaspora est un obstacle à l'augmentation des flux de transferts de fonds et des investissements de la diaspora.
- **Manque de cadres institutionnels et de structures d'engagement de la diaspora :** La politique d'engagement de la diaspora comorienne n'a guère été mise en avant, et ce n'est qu'au cours des deux dernières années (2017-2019) que le gouvernement a commencé à se pencher sur l'élaboration d'un tel cadre.
- **Concentration locale de la diaspora comorienne :** La grande majorité de la diaspora comorienne réside en France et entretient des liens étroits avec des communautés locales d'origine spécifiques. Les contributions de la diaspora comorienne - en argent, en compétences, en temps et en plaidoyer/ sensibilisation - tendent à être orientées vers ces communautés locales d'origine, et il peut être difficile de les réorienter vers des programmes nationaux en l'absence de cadres et d'incitations à l'engagement et en raison d'un manque de confiance dans le gouvernement.

13 <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1503240734&Country=Comoros&topic=Politics&subtopic=Forecast&subsubtopic=Election+watch>

14 <https://africanarguments.org/2016/02/18/presidential-elections-in-the-comoros-whose-turn-is-it-anyway/>



Annexe : Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de
l'engagement des diasporas à travers le monde
grâce à la typologie de plus de 430 institutions



Institutions liées à la diaspora

- Au niveau régional

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

Les Comores désignent un point focal de la diaspora aux réunions continentales de la Direction des citoyens et de la diaspora de l'UA (AU CIDO).

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

L'Union des Comores a été admise au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) lors de son 37e sommet des chefs d'État et de gouvernement en août 2017. Elle en est ensuite devenue membre à part entière lors du 38e sommet des chefs d'État et de gouvernement en août 2018 à Windhoek en Namibie.

Ligue arabe

- Institutions nationales
 - Au niveau ministériel

Ministère des affaires étrangères et de la coopération

Le ministère des affaires étrangères et de la coopération promeut les intérêts des Comores à l'étranger et est responsable de la diaspora comorienne.

Présidence de l'Union des Comores

- Au niveau local

N/A, bien que les communautés de la diaspora comorienne maintiennent des liens avec leurs communautés d'origine au niveau local et sont plus susceptibles de mobiliser des ressources pour des projets locaux plutôt que nationaux.

Organisations de la diaspora en Europe¹⁵

Association Franco-Comorienne pour le Développement et l'Amitié de Mohéli (AFC DAM) humanitaire France

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora,
consultez le « [Qu'est-ce qu'une organisation de la diaspora ? Un guide de référence](#) »



Activités de développement

L'AFC DAM s'emploie à soutenir l'intégration des Comoriens en France, à promouvoir la culture comorienne, et entreprend également des projets de renforcement des capacités et des dons de matériel médical aux cliniques des Comores.

Association UONI France

L'association a été créée par un groupe d'enseignants-chercheurs issus de la diaspora comorienne basée en Europe et en Amérique. Elle rassemble des membres hautement qualifiés de la diaspora comorienne dans le but global de mobiliser leur expertise pour le développement des Comores. L'association se définit comme un espace d'échange, de réflexion et de propositions, visant notamment à promouvoir et soutenir l'éducation, la recherche et l'innovation, afin d'apporter des solutions locales et novatrices aux multiples crises que traverse le pays. Elle s'engage en particulier à promouvoir l'éducation et à renforcer le système éducatif comorien, considérant que l'éducation est la clé de tout progrès durable.”

Fédération Des Associations Comoriennes De France (FACOF)

Activités de développement

La FACOF s'efforce de soutenir la diaspora comorienne en France en matière d'intégration. Elle propose également des formations et des enseignements en France et aux Comores.

Plateforme des Associations Comoriennes de la Seine-Saint-Denis (PFAC) France

Activités de développement

La PFAC est un groupe de coordination des organisations de la diaspora comorienne en Seine-Saint-Denis, France. Il s'emploie à soutenir la diaspora comorienne en France, ainsi qu'à fournir des formations et du matériel médical et éducatif aux Comores.

L'Union des Femmes Comoriennes France

Activités de développement

L'organisation travaille à la promotion des femmes et se bat pour les droits des enfants. Elle fournit également des formations et un soutien humanitaire aux Comores.

Coordination des Associations de la Diaspora Comorienne (DIASCOM) France 2000

La DIASCOM représente une cinquantaine d'organisations de la diaspora comorienne en France. Elle s'efforce de soutenir les Comoriens en France dans leur intégration et de promouvoir la culture comorienne.

¹⁵ Il existe plusieurs centaines de petites organisations de la diaspora comorienne basées en France, selon le registre officiel français <https://www.journal-officiel.gouv.fr/>

Rédigé par : **AFFORD**

Édité par : **EUDIF**

Avril 2020

Mis à jour en novembre 2023



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

